

toujours de lancer l'ostracisme contre les exploités qui osent défendre leurs intérêts à l'aide de leurs organisations au lieu de rester soumis aux institutions démocratiques créées à la seule fin de maintenir l'exploitation de classe.

Après avoir situé le problème de la démocratie dans son cadre normal — et nous ne voyons vraiment pas comment il serait possible pour des marxistes de le situer autrement — il devient possible de comprendre les événements d'Italie, d'Allemagne, de même que les situations connues actuellement par le prolétariat dans les différents pays et plus particulièrement en France. A première vue, le dilemme sur lequel se placent ces événements consiste dans l'opposition « fascisme-démocratie », ou, pour employer une formule courante, « fascisme-antifascisme ».

Les stratèges « marxistes » diront, par surcroît, que l'antithèse reste toujours celle des deux classes fondamentalement opposées, mais que le prolétariat a tout avantage à saisir la chance qui lui est offerte et à se présenter comme le pivot de la défense de la démocratie et de la lutte antifasciste. Nous avons déjà mis en évidence la confusion entre démocratie et positions ouvrières qui est à la base de cette politique. Il nous reste maintenant à expliquer pourquoi le front de défense de la démocratie, en Italie — tout comme en Allemagne — n'a représenté, en fin de compte, qu'une condition nécessaire à la victoire du fascisme. Car ce qu'on appelle improprement « coup d'Etat fasciste » n'est, en définitive, qu'un passage de pouvoir plus ou moins pacifique du gouvernement démocratique, au nouveau gouvernement fasciste. En Italie, c'est un gouvernement où se trouvent les représentants de l'anti-fascisme démocratique qui cède le pas à un ministère dirigé par les fascistes lequel aura une majorité assurée dans ce parlement antifasciste et démocratique, où cependant les fascistes n'avaient qu'un groupe parlementaire d'une quarantaine de représentants sur 500 députés. En Allemagne, c'est l'antifasciste Von Schleicher qui cède le pas à Hitler appelé d'ailleurs par l'autre antifasciste Hindenburg, l'élu des forces

démocratiques et social-démocratiques. En Italie et en Allemagne, à l'époque de la conversion de la société capitaliste vers le fascisme, la démocratie ne se retire pas immédiatement de la scène politique, mais elle garde une position politique de premier ordre; elle reste, en effet, au gouvernement afin d'y représenter non pas un centre de ralliement pour briser le cours des situations qui déboucheront dans la victoire fasciste, mais pour permettre le succès de Mussolini et de Hitler. En Italie, au surplus, après la marche sur Rome, et durant plusieurs mois, encore, un gouvernement de coalition se formera où les fascistes siègeront en collaboration avec les démocrates-chrétiens et Mussolini ne renoncera même pas à l'idée d'avoir des représentants de la social-démocratie dirigeant les organisations syndicales.

Les événements actuels en France, où il n'est pas certain que la perspective fasciste représente la seule issue capitaliste aux situations, et où le « Pacte d'action » entre socialistes et centristes a fait, de la classe ouvrière, le pivot de la défense de la démocratie, finiront par éclaircir la controverse théorique qui oppose notre fraction aux autres organisations se réclamant de la classe ouvrière. Car la condition nécessaire à la défaite du fascisme et qui consisterait dans le rassemblement des partis agissant au sein de la classe ouvrière en un front unique arborant le drapeau de la défense de la démocratie, cette condition qui n'existait pas, ni en Italie, ni en Allemagne, se trouve être pleinement remplie en France. Or, à notre avis, le fait que le prolétariat français ait été conduit en dehors de son chemin de classe et aiguillonné, comme il l'est, par centristes et socialistes, dans la voie qui l'immobilise aujourd'hui et le livrera demain au capitalisme, laisse prévoir la victoire certaine de l'ennemi dans la double perspective d'être obligé de recourir au fascisme ou bien à une transformation de l'Etat à tel en un Etat où le gouvernement absorbera graduellement les fonctions législatives essentielles et où les organisations ouvrières devront céder leur indépendance et admettre le contrôle étatique en échange de leur

« élévation » au rang d'institutions consultatives collatérales au gouvernement.

Lorsque l'on dit que la situation actuelle ne permet plus au capitalisme de maintenir une forme d'organisation sociale analogue ou identique à celle existant dans la période historique ascendante de la bourgeoisie, on ne fait que constater une vérité évidente et indiscutable. Mais il s'agit aussi d'une constatation de fait qui n'est pas particulière à la question de la démocratie, mais qui est générale et qui s'applique tout aussi bien à la situation économique qu'à toutes les autres manifestations sociales, politiques, culturelles, etc. Cela revient à dire qu'aujourd'hui n'est pas hier, qu'il y a actuellement des phénomènes sociaux qui ne se présentaient nullement dans le passé. Mais cette affirmation banale ne devrait même pas être relevée si elle ne comportait pas ces conclusions politiques au moins bizarres : on ne reconnaît plus la classe d'après le mode de production qu'elle institue, mais d'après la forme de l'organisation sociale et politique dont elle use. Le capitalisme est une classe démocratique s'opposant donc nécessairement au fascisme qui serait la résurrection des oligarchies féodales. Ou bien le capitalisme n'est plus le capitalisme du moment qu'il n'est plus démocratique et le problème consisterait à tuer le démon fasciste avec l'aide du capitalisme lui-même. Ou bien encore, puisque le capitalisme a intérêt, dans la situation actuelle, à abandonner la démocratie, il n'y a qu'à le mettre au pied du mur, en reprenant les textes de la Constitution et des lois, et l'on parviendrait ainsi à briser la conversion du capitalisme vers le fascisme, et à ouvrir la voie qui mène à la victoire prolétarienne.

Enfin, l'attaque fasciste nous obligerait provisoirement à mettre en quarantaine notre programme révolutionnaire, pour passer à la défense des institutions démocratiques menacées, quitte à reprendre par après la lutte intégrale contre cette même démocratie qui nous aurait permis, grâce à cette interruption d'attraper le capitalisme au piège. Une fois le danger écarté, la démocratie pourrait être crucifiée à nouveau.

La simple énonciation des conclusions

politiques découlant de la constatation de la différence entre deux époques capitalistes — l'ascendante et la déclinante — permet de voir l'état de décomposition et de corruption des partis et des groupements se réclamant du prolétariat, dans la période actuelle.

Les deux périodes historiques considérées séparément peuvent différer et différencier réellement, mais, pour arriver à la conclusion qu'une incompatibilité existe entre le capitalisme et la démocratie ou entre le capitalisme et le fascisme, il faudrait considérer démocratie et fascisme non plus comme des formes de l'organisation de la société, mais comme des classes, ou bien il faudrait admettre que désormais, la théorie de la lutte des classes a cessé d'être valable, et que nous assistons à une bataille que livrerait la démocratie contre le capitalisme, ou le fascisme contre le prolétariat. Mais les événements d'Italie et d'Allemagne sont là pour nous prouver que le fascisme n'est que l'instrument de répression sanglante contre le prolétariat et au service du capitalisme qui voit Mussolini proclamer la sainteté de la propriété privée sur les débris des institutions de classe que les ouvriers avaient fondé pour mener leur lutte contre l'appropriation bourgeoise des produits du travail.

Mais la théorie de la lutte des classes se vérifie une nouvelle fois dans les cruelles expériences d'Italie et d'Allemagne. L'apparition du mouvement fasciste ne modifie nullement l'antithèse capitalisme-prolétariat en la remplaçant soit par : capitalisme-démocratie, soit par fascisme-prolétariat. Il arrive un moment dans l'évolution du capitalisme déclinant où ce dernier est forcé d'emprunter un autre chemin que celui qu'il avait parcouru dans sa phase ascensionnelle. Avant, il pouvait combattre son ennemi mortel, le prolétariat, en lui faisant miroiter la perspective d'une amélioration progressive de son sort jusqu'à atteindre sa libération et, à cette fin, il ouvrait les portes des institutions démocratiques en acceptant ceux qui gardaient le nom de représentants ouvriers, mais qui devenaient des agents bourgeois dans la mesure même où ils parvenaient à enchaî-